

**CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE**  
(articles L. 134-2 et R. 134-20 à 33 du Code de l'Environnement)

**Secrétariat :** MTES, DGALN/DEB, Tour Séquoia, 92055 La Défense cedex

---

SEANCE DU 21 septembre 2017

---

DELIBERATION N° 2017-21

---

EXAMEN TECHNIQUE SUR LE PROJET DE PARC NATIONAL DE  
FORET FEUILLUE DE PLAINE

---

Le Conseil national de la protection de la nature, délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 134-2 et R. 134-20 et suivants,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles R. 133-4 à R. 133-14,

Vu la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2,

Vu le règlement intérieur adopté par délibération du 19 avril 2017,

Oùï le rapport de la commission des espaces protégés du CNPN en date du 20 septembre 2017 et l'expertise des rapporteurs ;

Oùï l'exposé et les réponses faites par la délégation du GIP Forêts de Champagne et Bourgogne et de la préfecture coordinatrice du projet de parc ;

Après en avoir délibéré, le CNPN :

- Rappelle qu'un parc national est l'un des plus forts outils de protection de la nature et qu'à ce titre, en application du code de l'environnement, tout projet de parc national se doit de s'y inscrire en ambitions et en réalisations ;
- Souligne qu'un projet de parc national se doit d'être dans la trajectoire de ses aînés, pour ne pas les affaiblir et conforter l'image et l'ambition de territoires d'exception ;
- Rappelle qu'il a donné le 28 mai 2015 un avis d'opportunité favorable accompagné de recommandations dont il déplore le peu de suite donnée ;
- Souligne que le territoire possède un potentiel forestier en capacité de constituer avec de l'ambition et de l'intelligence collective un parc national forestier rivalisant avec d'autres parcs nationaux forestiers européens, et qu'à ce titre il abrite un "intérêt spécial" écologique et sociétal ;
- Félicite le GIP et la Préfecture de Haute-Marne pour leur fort investissement sur ce projet de parc national, lui permettant de se développer dans une voie de progression continue ;
- Considère que la V2 du projet de charte n'est pas aboutie et ne peut constituer en l'état un projet de charte répondant aux fondamentaux d'un parc national ;

- Considère que des améliorations notables doivent être apportées au projet tant sur la forme que sur le fond et formule les recommandations suivantes, dans le présent avis et son annexe jointe ;
- Considère que la non prise en compte de ces recommandations pourrait signifier que le projet de Parc National de forêt feuillue de plaine, prévu par le Grenelle de l'environnement, ne peut pas être mis en place tel que proposé.

### **Recommandations majeures :**

Ces recommandations sont déclinées techniquement dans l'annexe jointe au présent avis.

#### **1 - Pour l'organisation du projet de charte :**

- Réorganiser les défis en séparant les objectifs de protection de la ZC, avec leurs déclinaisons correspondantes (marcoeurs, mesures), des orientations de protection, de mise en valeur et de développement durable de l'AOA et définir des mesures ou des marcoeurs pour préciser des sujets ou répondre à ceux "orphelins" ;
- Affiner la lisibilité et l'opérationnalité des mesures en faisant figurer dans les objectifs et les orientations au niveau des mesures, le "rôle de l'EPPN, la contribution attendue des communes et l'association/mobilisation des partenaires", en précisant distinctement la (ou les) disposition(s) concernée(s) et les résultats attendus, et, éventuellement, en prévoyant leur séquençage ;
- Employer l'expression "Mesures opérationnelles, partenariales ou contractuelles" au lieu d'"incitatives".

#### **2 - Pour le Caractère du parc**

Le caractère du parc doit faire l'objet d'un chapitre bien identifié, pouvant être complété par un chapitre plus littéraire.

Pour le CNPN, il convient donc :

- de revoir l'écriture du "caractère" pour le rendre plus concis et plus informatif sur le territoire et sa composition, sachant qu'il peut être utilisé comme élément de décision juridique ;
- d'afficher plus clairement la volonté d'aller vers davantage de naturalité en inscrivant dans l'objet du projet de PN la "renaturation" en complément à "la protection et à la gestion" ;
- de présenter la chasse comme une activité exceptionnelle en ZC, ayant pour objectif la régulation des populations d'ongulés sauvages, et en insistant sur la nécessité d'avoir des prélèvements tenant compte des structures et des dynamiques de population ainsi que de la prédation naturelle ;
- de faire apparaître les aspects géologiques et hydrologiques, mentionnés dans le caractère, au niveau du diagnostic.

#### **3 – Pour le projet de territoire**

Le CNPN considère, comme ce projet de PN constitue un projet d'une "nouvelle génération", que la charpente du projet territorial devrait être notamment constituée par les continuités écologiques (notamment des SRCE concernés) et celles biologiques de la TB. Les actions des Programmes d'Actions des deux SRCE concernés (réservoirs de biodiversité et corridors écologiques avec les actions concernées) contribueraient fondamentalement au projet territorial du projet de PN et le bonifierait.

#### **4 – Pour le périmètre de la ZC**

Pour le périmètre proposé, le CNPN constate la volonté d'intégration de la grande majorité des massifs forestiers mais observe une très forte régression surfacique par rapport à la zone d'étude du cœur de 2015, entraînant la disparition d'éléments de la mosaïque paysagère et de zones ouvertes, ce qui porte atteinte à la fonctionnalité et à l'intérêt écologique du cœur proposé initialement.

Le CNPN note la prise en compte d'espaces à haute valeur patrimoniale, ainsi que des zones de mosaïque forêt-agriculture dans le secteur sud-est de la ZC, mais il constate un déficit de zones de mosaïque et d'écotones forêt/milieus agricoles et ouverts dans le reste de la ZC.

Le CNPN rappelle qu'un parc national est là pour préserver et mettre en valeur au niveau de la ZC les richesses patrimoniales naturelles, architecturales et culturelles du territoire dans une dimension territoriale cohérente, fonctionnelle et conservatoire. Dans cet esprit, il demande de ré-intégrer la vallée de la Digeanne en ZC, car elle constitue une zone de mosaïque forêt-agriculture particulièrement intéressante. Son absence affaiblirait notablement le projet surfacique initial, car elle contribue à la cohérence et à l'ambition du projet initial, et la retirer constituerait un mauvais signal pour la poursuite du projet.

Le CNPN attend l'intégration de parties agricoles significatives, afin de mieux prendre en compte les écotones entre forêt et zone agricole, et développer une entité écologique cohérente et fonctionnelle représentative des territoires forestiers et de leur incontournable environnement. Les indentations de la ZC seraient ainsi à diminuer, afin d'assurer une certaine continuité écologique.

## **5 - Pour la carte des vocations**

La carte des vocations doit être retravaillée, car c'est un des fondamentaux de toute charte de PN. Elle doit permettre de visualiser facilement les périmètres fondamentaux du Parc National (Zone Cœur et Aire Optimale d'Adhésion) avec leurs caractéristiques géographiques, écologiques et culturelles, ainsi que les zonages des mesures et des marcoeurs concernés de la ZC et des mesures concernées des orientations de l'AOA.

Elle doit permettre de spatialiser clairement les enjeux spécifiques à la ZC et ceux spécifiques à l'AOA qui ne sont pas identiques, même s'ils ont des points communs au premier abord. La carte des vocations doit également être prospective sur toute la durée de la charte (15 ans), en conjuguant l'objectif à atteindre et le résultat final.

## **6 – Pour la thématique forestière en ZC :**

- Bien faire apparaître et développer le principe de "renaturation" ;
- Limiter la proportion de résineux ;
- Prévoir deux autres projets de RI de surface significative en forêts domaniales de Châtillon (cf projets de RI étudiés) et d'Auberive (sur la base de la RBI existante), en complément de celle de 3100 ha prévue en forêt d'Arc-Châteauvillain ;
- Officialiser un moratoire pour toutes les coupes dans les projets de RI, dans l'attente de l'avis officiel sur leurs projets de création (recommandation du CNPN déjà formulée en 2015) ;
- Articuler étroitement les projets d'aménagement des massifs forestiers concernés avec celui du projet de charte, afin de les faire aboutir de concert et d'anticiper leur mise en compatibilité avec la charte ;
- Définir une trame intra-forestière ;
- Protéger les secteurs de cibles patrimoniales ;
- Interdire ou encadrer les coupes nocturnes ;
- Revoir l'encadrement des coupes et des travaux selon la nature du traitement forestier et les objectifs de naturalité ;
- Faire notamment des forêts en zone cœur, suivant leur finalité, des espaces d'observation sur le changement climatique ou d'effets des pratiques de sylviculture.

## **7 – Pour la thématique faune sauvage en ZC :**

- La régulation des ongulés sauvages doit être possible et encadrée, eu égard à leur dynamique et à la recherche de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, par contre la régulation d'autres espèces chassables ou régulables devrait être interdite ;
- Donner de la compétence à l'EPPN en matière de gestion de la faune sauvage chassable ou régulable ;
- Rappeler que tous les modes de régulation ou de chasse doivent s'inspirer de la prédation naturelle (notamment âge et sexe-ratio pour les cervidés) ;
- Définir la "Densité Biologiquement Supportable" et son articulation avec la mise en œuvre de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique ;
- Revoir la composition de l'Observatoire Cynégétique en intégrant les fédérations de chasseurs ;
- Donner à l'Observatoire cynégétique une mission d'avis sur les modalités de gestion de la faune sauvage, en plus des études ;
- Donner un statut de protection au blaireau.

## **8 – Pour la thématique agricole en ZC :**

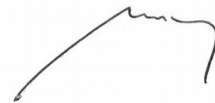
- Assurer la protection des "prairies patrimoniales" ;
- Interdire les coupes des boisements rivulaires et des arbres d'alignement ;
- S'interroger sur la pertinence de travaux (notamment bassin de rétention, construction légère, ...) ;
- Présenter les pratiques agricoles existantes (grandes cultures notamment) et définir celles favorables à la biodiversité (selon l'art 4/4° de l'arrêté du 23 février 2007) ;
- Interdire la création de fossés et du drainage dans les zones humides ;
- Intégrer au volet agricole une dimension d'acquisition de connaissance, en particulier par rapport aux impacts du changement climatique sur les pratiques agricoles, en faisant de ces espaces agricoles des lieux d'expérimentation et de production de savoirs ;

- Inclure dans les défis de la charte une réflexion sur une projection du territoire à 30-50 ans dans une vision d'adaptation et d'anticipation climatique, technique, économique, tant forestières, qu'agricoles ou cynégétiques.

## 9 - Pour l'AOA

- Hiérarchiser les orientations : la zone d'adhésion n'est pas seulement une zone de développement économique, mais une zone de mise en œuvre de protection, de mise en valeur et de développement durable dans le cadre d'une structure qui a pour finalité la bonne gestion de la biodiversité et la solidarité écologique entre la ZC et l'AOA. Il convient donc de hiérarchiser l'ordre des orientations dans le texte en mettant en bonne place celles qui relèvent de la "préservation des patrimoines pour les générations futures" (orientations 11 à 17) ;
- Éviter la banalisation de la ZC en mettant les orientations pour l'AOA sous le titre "Projet de développement durable pour l'ensemble du territoire", les orientations pour l'AOA étant spécifiques à l'AOA et ne devant pas être confondues avec celles de la ZC où il est défini des objectifs en lien avec une réglementation assortie de MARCoeurs et avec des mesures ;
- Beaucoup d'orientations portant notamment sur l'exploitation forestière, la chasse et l'agriculture manquent d'ambition et ne font pas davantage que le droit commun, ce qui n'est pas l'objectif d'un parc national ;
- Telles que rédigées les mesures des orientations seront inopérantes, car bien des dispositions pour les appliquer sont floues ou inexistantes, et manquent d'objectif quantitatifs ou qualitatifs à atteindre, ainsi que d'échéanciers ;
- Ajouter une orientation spécifique traitant des continuités écologiques qui doivent être davantage présentes. Compte tenu de la grande surface du territoire, avec sa ZC et son AOA, il conviendrait de prévoir une graduation entre les communes proches ou éloignées de la ZC, avec une orientation qui viserait à développer une étroite solidarité écologique avec la ZC. Dans cette orientation, la notion de naturalité actuellement absente de l'AOA pourrait être prévue comme une mesure à mettre en place dans certaines zones en déprise agricole et forestière ;
- Retravailler les aspects urbanisme, circulation des véhicules à moteur et publicité avec davantage d'ambition de résultats, selon les cadres juridiques correspondants ;
- Être plus ambitieux en matière de protection, mise en valeur et suivi de l'évolution des paysages en prenant en compte les conditions géologiques, écologiques et historiques fortement actives dans ce territoire.

Le président du Conseil national  
de la protection de la nature



Serge MULLER

## ANNEXE

### AUX RECOMMANDATIONS DU CNPN DU 21 SEPTEMBRE 2017 SUR LA V2 DE L'AVANT-PROJET DE CHARTE DU PROJET DU PARC NATIONAL FORETS FEUILLUES DE PLAINE

#### ♦ Concernant la carte des vocations (points à retravailler)

- Alléger (ou supprimer ?) au maximum les aplats figurants des têtes de bassin versant (barré bleu) et les pôles à vocation archéologique (pointillé ?) de façon à pouvoir lire ce qu'il y a dessous ;
- Améliorer et renforcer la lisibilité du support topographique sous-jacent pour comprendre la localisation des informations figurées sous forme de pictogrammes ;
- Porter les limites des communes en indiquant clairement leur nom ;
- Rendre les cours d'eau et leur noms plus lisibles (ils ont une grande importance dans la dynamique écologique du parc) ;
- Faire en sorte que les noms des sites d'intérêt soient portés sur la carte de façon lisible, notamment les vallées qui sont particulièrement importantes, les sites à importance botanique ou zoologiques, les portes d'entrée du cœur et les lieux de découverte. Bien des pictogrammes cachent des informations cartographiques et interrogent sur leur reprise opérationnelle ;
- La présence de "cartouches", parties intégrantes de la carte des vocations, serait nécessaire, notamment pour visualiser les continuités écologiques terrestres et aquatiques du territoire (cf. aux deux SRCE concernés) et les espaces protégés (existants et en projet) ; de plus, un cahier cartographique pourrait être joint, eu égard aux enjeux écologiques présents et aux échelles utilisées, comprenant entre autres, les documents annexes transmis aux rapporteurs : les limites naturelles du territoire du parc national, le parc national dans son environnement régional, etc.
- La ZC constitue une zone emblématique à enjeu du parc. La carte des vocations doit être affinée pour spatialiser au mieux les éléments principaux constituant son intérêt :
  - La "vertitude monotone de la ZC" n'est pas suffisamment informative. Elle appelle à définir ou à affiner des (sous) vocations au sein de la ZC, eu égard à son contenu, aux enjeux écologiques présents et aux objectifs de conservation, de renaturation et de gestion ;
  - La nature des zones pointillées (archéologique ?) ne figure pas dans la légende, gomme de la lisibilité et pose la question de la vocation concernée ;
  - Le (ou les) projet de RI doit apparaître en tant que tel ;
  - Dans la légende, la seule référence à la "Forêt gérée durablement" est insuffisante et dénote une faiblesse des ambitions. La carte des vocations doit être complétée par des références à la renaturation forestière avec la localisation des zones ayant vocations à en bénéficier. C'est un des défis déjà très actuel et à venir pour le futur de ce parc national, il faut être conscient que c'est une de ses raisons d'être. Notons que l'articulation entre la charte et la carte des vocations sur la renaturation est à prévoir et à développer
  - Le rôle d'un parc national notamment en cœur est la protection du patrimoine naturel et culturel, cet aspect est insuffisamment présent sur la carte des vocations ; il convient donc notamment de faire figurer les cibles patrimoniales forestières (voir annexe 3 du livret 3), les prairies patrimoniales, et les "zones de tranquillité".

#### ♦ Concernant le livret 1 :

Chapitres 1 et 2 :

- Rappeler que ce projet de PN découle du "Grenelle de l'environnement " et de son engagement 74 (préambule du président du GIP ?) ;
- Isoler et faire apparaître comme un chapitre à part entière la partie sur le "caractère du PN" ;
- Affecter à la ZC des mesures distinctes par report ou création, car certaines lui seront spécifiques en contribuant aux objectifs de la ZC (ex, "projet de RI" selon l'arrêté du 23 février 2007) ou en en réalisant (ex, cas des contributions des communes en ZC pour la gestion de leur forêt communale), à l'instar par ailleurs de ce que prévoit nombre de chartes de PN. L'arrêté du 23 février 2007 sur les fondamentaux applicables aux PN (art 2) parle bien de "*modalités différentes pour ces deux espaces (ZC et AOA)*" ;
- Employer "*Mesures opérationnelles, partenariales ou contractuelles*" au lieu d"*incitatives*".
- Intégrer que l'arrêté du 23 février 2007 sur les principes fondamentaux applicables aux PN, stipule, à son article 4 que "*l'Etat et l'ensemble de ses établissements publics contribuent à la mise en œuvre des objectifs de*

*protection du patrimoine compris dans les cœurs de parcs, par leur implication scientifique, technique et, le cas échéant, financière" ;*

- Produire une fiche d'identité du PN : communes, surfaces, grands milieux, population, ..., pour en saisir d'emblée les caractéristiques essentielles ;
- Dresser un bilan des documents d'urbanisme présents sur le territoire du projet de PN, afin notamment d'évaluer la dimension de leur mise en compatibilité (cf. L 331-3-III du CE), et vérifier la "conformité" évoquée.
- Articuler l'avant-projet de charte et les projets de documents d'aménagement forestier, notamment l'aménagement en projet pour le massif d'Arc-en-Barrois ;
- Clarifier l'articulation des RBI avec l'EPPN et ses missions ;
- Employer systématiquement le même terme générique pour les cervidés et suidé (grande faune sauvage, ongulés sauvages, ... ?) ;
- Identifier les priorités de la charte, et de leur donner corps par la suite (Plan Action annuel ou pluriannuel) ;
- Affirmer la dimension de renaturation d'une forêt en libre évolution, avec son rôle de vitrine naturelle, conservatoire et exemplaire pour les visiteurs (tourisme national et européen), de recherche pour les scientifiques, d'image pour la France et d'intégration dans le réseau des PN avec leur mission fondamentale de protection du patrimoine naturel, libre et sauvage. En ce sens, la création de la RI est un "plus" qui ne se substitue pas aux enjeux fondamentaux et habituels d'une ZC de PN ;
- Développer des Plans Actions spécifiques (mesures ?) pour des espèces et des habitats à enjeux de conservation (ex cibles patrimoniales).

Le CNPN observe par ailleurs :

- que l'AOA est boisée à 68 % (env. 127.000 ha) et que le projet de ZC est boisé à 95 % (53.000 ha), ce qui amoindrit l'intérêt de "mosaïque écologique" de ce qui aurait pu être le territoire du cœur ;
- que des documents de planification, comme le SDGC et les documents forestiers (domaniaux, des collectivités, ...), doivent être compatibles ou rendu compatible avec la charte sous trois ans avec les objectifs de protection de la ZC (cf. R 331-14 du CE), ce qui souligne par ailleurs l'intérêt de disposer de mesures distinctes pour la ZC ;

Chapitre 3, qui découle du chapitre 2 :

- Ajouter "*et renaturer*" au 2<sup>o</sup> défi, après "*Préserver ....*", en le reprenant au premier alinéa du dernier paragraphe de la p 39 : "*Ils visent à garantir la conservation et la renaturation ....*" ;
- S'assurer de la cohérence et de l'articulation entre le descriptif des quatre défis (objectifs et orientations/mesures) avec leurs parties correspondantes du livret 2, où sont détaillés les objectifs et orientations/mesures ;
- Développer dans les défis les perspectives concernant les objectifs et les orientations en termes de mesures, et de préciser ensuite ces dernières (verbe introductif, alinéa spécifique, souligné, ... ?) dans le descriptif (qui peut s'assimiler à une déclaration d'intention) des objectifs ou des orientations du livret 2. L'identification et la déclinaison des mesures sont parfois imprécises ou confuses, risquant de pénaliser leur compréhension et application.

#### ♦ Concernant le livret 2 :

##### - Objectifs du Cœur

**Nota :** En l'absence de mesures pour la ZC, des mesures (ou des dispositions) ont été potentiellement identifiées à la lecture du descriptif de l'objectif. Elles ne préjugent pas des mesures figurant les orientations couvrant l'ensemble du territoire (ZC et AOA) et de la création de nouvelles ou de MAR adaptés.

OBJ 1 :

Mesures potentielles : suivi fonctionnement et naturalité, suivi ressource eau, suivi des patrimoines, ..., et surtout production d'une stratégie scientifique).

Le CNPN souligner l'importance de l'Herbivorie", en tant que discipline et thématique pour caractériser et suivre les relations "production végétale/herbivores sauvage et domestique/prédation" et la place que pourrait y jouer le PN en cas de création.

OBJ 2 :

Sur le principe, pour le CNPN, l'instauration de référence (arbres "bios", îlots de sénescence ou de vieillissement) est hautement appréciable. Mais les modalités d'application interrogent, car les MAR prévues, apparemment, n'y répondraient pas pleinement (où se décline, par ex, l'"obligation" ?), sans parler de l'absence de mesures correspondantes.

Mesures potentielles :



- La zone en libre évolution, en recherchant 20 % au moins de zones en libre évolution (hors RI), dont les îlots de "sénescence", et en amplifiant notablement les proportions de naturalité dans les zones exploitées (îlots de vieillissement, arbres "bios" et "fruitiers", diamètre et âge d'exploitabilité, dont les îlots de vieillissement) ;
- la proportion de résineux : elle devrait tendre vers 10 % (ce qui est apparemment la situation actuelle), comme le demande par ailleurs le CS (cf. avis du 5/07/2017), au lieu de 15 %. A terme, dans un PN "Forêts feuillues de plaine", la place de résineux, hors conditions stationnelles, pourrait être posée sur des bases écologiques globales ;
- la proportion des fruitiers forestiers : elle serait de 25 % des arbres "bios", dont le nombre varie, en l'état, de 4 à 8 à l'ha, soit de 1 à 2 fruitiers/ha. Cette proportion demanderait à être augmentée, afin d'aller vers une forêt naturelle et mélangée ;
- la proportion des arbres "bios" : elle pourrait augmenter comme le demande par ailleurs le CS (cf. avis du 5/07/2017), avec 12 à l'ha en FD au lieu de 8. Sur le principe, pour le présent projet de PN forestier, les proportions de naturalité devaient aller bien au-delà des proportions standards ;
- les âges et diamètres d'exploitabilité pour les îlots de vieillissement : il faudrait, d'une part, préciser que les diamètres concernent la futaie irrégulière et l'âge la futaie régulière, et d'autre part reprendre les conclusions des DRA régionales (ex : p 119 pour celle de Champagne-Ardenne), notamment pour les diamètres.
- Les âges et diamètre d'exploitabilité en forêts de la ZC : il faudrait, d'une part, préciser que les diamètres concernent la futaie irrégulière et l'âge la futaie régulière, et d'autre part reprendre les conclusions des DRA régionales (ex : p 116 pour celle de Champagne-Ardenne), notamment pour les diamètres.
- la "densité biologiquement supportable" la définition serait à poser par rapport à celle "économiquement supportable" avec son articulation avec l'équilibre agro-sylvo-cynégétique ;

#### OBJ 3 :

Mesures potentielles : attention portée aux forêts anciennes, emploi de produits phytosanitaires dans les peupleraies, compensation des surcoûts en milieux sensibles, réalisation de diagnostics écologiques, l'application des bonnes pratiques forestières, ...

#### OBJ 4 :

Mesures potentielles : stratégie de conservation des "cibles patrimoniales", périmètre de protection des "cibles patrimoniales" (pictogrammes), ....

#### OBJ 5 :

Mesures potentielles : réglementation de la publicité, autorisation des manifestations, stratégie de rétablissement de la continuité biologique aquatique, priorisation du potentiel hydro-électrique ? politique SRCE (TVB), ....

#### OBJ 6 :

Mesures potentielles : suivi des captages, politique d'assainissement, ...

#### OBJ 7 :

Mesures potentielles : réalisation d'études historique ou architecturale, recours à des ressources naturelles en ZC, constructions d'habitations en zones agricoles, création d'habitations légères de loisirs (mobil home ?), création commission "Architecture et aménagement territoire, ...

#### OBJ 8 :

Mesures potentielles : dispositif de suivi, création observatoire cynégétique, ...

#### OBJ 9 :

Mesures potentielles : veille attentive de l'état des patrimoines, ...

#### OBJ 10 :

Mesures potentielles : plan de circulation motorisée, limitation des véhicules lors d'action de chasse, conciliation des activités en période de chasse, ...

### - **Orientations de l'AOA** (sans prétendre à l'exhaustivité)

Orientations 1 à 3 qui portent sur la connaissance sont importantes. Elles doivent nommément désigner le cœur et la solidarité écologique comme centres d'intérêt ; pour les aspects recherche, il faut mettre en avant la volonté d'accueillir des équipes de recherche avec leurs propres programmes financés dans le cadre d'appel d'offres extérieurs, y compris sur des thèmes de recherches considérées comme fondamentales ; le rôle du CS et du CESC, ainsi que leur interaction, doit être mis en avant pour soutenir la démarche de recherche. Une reprise de la rédaction de ces thèmes est souhaitable.

Orientation 2/mesure 1 : c'est une trame écologique fonctionnelle qui devrait être défini, pas théorique, et ses composants écologiques et fonctionnels définis ;

- Orientation 2/mesure 3 : la couverture du territoire par la réalisation d'ABC serait à prévoir, en l'inscrivant dans un objectif de fond, comme la fonctionnalité et l'affirmation des continuités écologiques, la conservation des réservoirs de biodiversité, la fonctionnalité des corridors selon les espèces concernées, ..... ;
- Orientation 4/mesure 1 : la rédaction de la mesure avec ses quatre dispositions, rédigée de manière claire et opérationnelle, est à prendre comme exemple ;
- Orientation 6/mesure 1 : bonne rédaction avec l'apparition d'axes pour identifier les dispositions ; une rédaction et définition communes sont en la matière à stabiliser ; le barème de la *gradualité* est à prévoir, et l'éventuel "renforcement de la desserte forestière" est à préciser, en fonction déjà de l'existant ;
- Orientation 7/mesure 1 : "*des dispositions spécifiques au parc national sont à développer pour soutenir financièrement*" sont à préciser ou employer, "*seraient à développer*" ;
- Orientation 7/mesure 1 : "*soutenir une agriculture durable*" ; indiquer la situation actuelle en matière d'agroécologie et l'évolution possible des grandes cultures ; il faudrait aussi des objectifs ambitieux en matière de surface, de pourcentages et de types de production ; cette mesure est d'autant plus importante que les espaces agricoles ont été quasiment retirés de la zone d'étude du cœur, mais, en l'état, sa réalité et sa dimension environnementale sont difficilement appréhendables ;
- Orientation 9 : "*soutenir une chasse durable*" : la chasse est effectivement importante dans ce parc pour des raisons culturelles, économiques et dans certains cas de régulation des populations ; deux points doivent y être traités : (i) le partage de l'espace avec les activités de découverte des territoires, car c'est une activité en développement, et sa non prise en compte risquerait de réduire considérablement l'impact attendu de ce parc en matière de relance économique par le tourisme, (ii) la chasse à courre : elle peut paraître incongrue dans un parc national, il convient donc d'expliquer les raisons qui font que cette activité est présente et fixer les conditions de sa pratique dans le parc ;
- Orientation 9/mesure 3 : fondamentalement, la vocation d'un PN comprend-elle l'*attention à porter aux jeunes chasseurs par les sociétés de chasse, les FDC et l'EPPN, pour constituer les acteurs de demain pour faire vivre la chasse dans un espace protégé* ? ;
- Orientation 11 : "*Développer une gestion et une exploitation forestière plus respectueuse des patrimoines*" c'est une orientation très importante pour l'AOA de ce parc mais elle manque totalement d'ambition en surface et en échéancier ; on a l'impression que le parc est totalement démuné pour mettre en œuvre cette orientation qui doit être la base même de la partie forestière de l'AOA de ce parc avec les continuités écologiques ; une bonne mise en œuvre de cette orientation pourrait contrebalancer pour partie les déficiences graves de protection au niveau du cœur ;
- Orientation 12/mesure 1 : il faudrait prévoir de développer des stratégies de conservation spécifique au territoire pour décliner les PNA et PRA concernés, ainsi que pour les cibles patrimoniales, pouvant être pilotées par l'EPPN et par des acteurs volontaires ; la précision de la nature de la "prise en compte" des milieux humides dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme serait à documenter ;
- Orientation 12/mesure 3 : "Préparer le territoire à d'éventuels retour d'espèces". C'est une fonction importante pour un parc national et de ce fait la rédaction de cette mesure est très insuffisante en particulier concernant les grands prédateurs. Il est très dangereux pour un parc de ne pas intervenir en amont pour préparer les éleveurs à ce retour qui est inéluctable. Dans cette mesure le parc doit s'engager à aider les éleveurs dès sa création en anticipant les aides éventuelles de l'Etat et autres, la prise en compte de l'expérience (positive comme négative) d'autres parcs dans ce domaine serait utile ;
- Orientation 13/mesure 1 : "Renforcer la place du patrimoine naturel dans les politiques et projets territoriaux". L'ensemble de cette orientation et en particulier cette mesure sont très importants. Il faudrait scinder cette mesure en deux mesures, car la TVB et l'ERC sont deux thématiques différentes. Pour la TVB, il faudrait afficher clairement les SRCE et y faire référence avec leurs plans d'action, prévoir l'intégration des continuités écologiques dans les documents d'urbanisme (voir la remarque des Rapporteurs sur l'importance fondamentale sur le projet de territoire de la TVB qui la charpente), et s'inscrire dans les futurs SRADDT. Pour l'ERC, il faut aussi inscrire les projets qui le déploieraient dans le "caractère" du PN. Et bien affirmer l'ER avant la C. Peut-être faudrait-il aussi introduire la possibilité d'une très bonne prise en compte des paysages aux différents niveaux de perception et d'analyse et le relier au "plan paysage" cité dans la mesure 1 de l'orientation 14 qui est importante et correctement rédigée ;
- Orientation 14/mesure 1 : prévoir l'identification cartographique des "points noirs" et les mesures de résorption correspondantes ;
- Orientation 20/mesure 3 : la mesure parle des actions qui sont conduites, mais pas vraiment de celles à conduire, où, par ex, devrait apparaître le positionnement sur l'éolien et le PV par rapport notamment au "caractère" du PN, à ses paysages, .....



♦ **Concernant les MARCoeurs de la ZC** (avec des interrogations, des modifications ou des compléments, et des remarques sur le futur projet de décret)

MAR 1 :

1 : question : quels animaux non domestiques peuvent être introduits à des fins agricoles ? ; préciser lesquels et pourquoi, et obligatoirement après avis du CS ;

2 : modification : ..... *s'inscrira dans une liste d'essences forestières* établi ..... pour la circonstance (sur la base du MAR 32 de la charte du PN des Cévennes, mais plus restrictive)

3 : question : l'alevinage et l'introduction d'espèces à des fins récréatives peuvent-ils être autorisés en ZC de PN ?

MAR 2 :

3 : :question : quelle articulation entre l'avis du CA et l'autorisation du propriétaire du fond (cette question vaut pour les autres situations similaires rencontrées) ? ;

MAR 3 :

4 : question : quels moyens sonores pour la chasse en battue ?

Remarque sur l'article 3/5° du décret : exploitations forestières "nocturnes" autorisées (?) ; ne devraient-elles pas être interdites ou encadrées ?

MAR 6 :

6 : rajouter : le stockage de fumier en plein champ sur une prairie patrimoniale *est interdit* ;

MAR 7 :

Remarque sur l'article 3/9°/VII décret : coupes nocturnes autorisées (?) ; ne devrait-elle pas être interdites ou encadrées ?

MAR 9 :

1 : rajouter : .... réintroduction d'espèces "*autochtones*" ....

3 : rajouter : .... espèces "*autochtones*".

MAR 10 :

2 : question : la destruction et la régulation des espèces sont soumises au préalable à l'accord du préfet (avis CDCFS ?) ; quelle marge de manœuvre de l'EPPN ? ;

2 : modifier : "*Annuellement l'ONCFS et l'EPPN dresseront un bilan des opérations ....* " ... *et après avis de l'observatoire cynégétique, le CA .....* "

MAR 13

3 – rajouter : " .... *peut être autorisée .... , et est interdite dans les secteurs patrimoniaux et les zones humides*" ;

MAR 14 :

1 – 11 : remarque : rédaction pas stabilisée sur l'épandage de 80 kg azote/ha max en prairies patrimoniales, qui serait à interdire ;

1 – 11° à 14° : remarque : contradiction entre interdire les travaux dans les cibles patrimoniales sauf ceux du 11° au 14°, où ils ont lieu dans les prairies patrimoniales et les complexes tufeux ;

MAR 19

2 – 4 : question : implantation et construction d'ouvrages hydraulique en ZC ?

6 – 1 : question : pourquoi pas aussi "non agricole" ?

MAR 21

7/13 ° du projet de décret : modification : supprimer la possibilité de destruction d'éléments du patrimoine architectural et historique constitutif du caractère du PN ;

MAR 22 :

1 : remarque : voir la cohérence selon les documents d'urbanisme et leur compatibilité au titre du L 331-3-III du CE ;

MAR 23

1 : rajouter : travaux de bâtiments techniques, "*en lien avec l'existant*".

Question : des "bassins de rétention" en ZC, qui serait plutôt à interdire ;

1 : question : le Directeur "*apprécie*" les demandes d'autorisation : quid de la portée et des suites de l'"*apprécie*" ?

6 : question : pourquoi "*avec des voies nouvelles*" pour le 1 ? (si "en lien avec l'existant") ;

MAR 24 :

Remarque : Art 7/17° du décret : référence à "*ne portent pas atteinte au caractère du PN*"

MAR 26 :

1 : rajouter : *"le projet de voies nouvelles est justifié d'un point de vue économique ou sociologique et en l'absence d'alternatives"* ;

MAR 27 :

Remarque : voir ce que comporte le L 331-18 du CE

MAR 28 :

Art 8 du projet de décret et MAR : La recherche et l'exploitation de matériaux non concessibles à des  fins commerciales ou non  est à préciser.

MAR 29 :

II – 1 : remarque : les mesures générales permettant d'atteindre l'équilibre agro-sylvo-cynégétique oubli un élément essentiel : les prélèvements des espèces concernées, avec leur hauteur (nombre) et leur nature (sexe et âge ratio) ; un item est à prévoir en ce sens, intégrant le rôle (ou la "compétence") de l'EPPN, l'expertise de l'Observatoire Cynégétique", l'objectif de densité des populations (cf. "Densité Biologiquement Supportable") et de structures de populations, s'inspirant de celles naturelles et de la prédation s'exerçant ;

II - 1 - 2 : remarque : prévoir de mettre ce que prévoit le SDGC en matière de dissuasion ;

II - 1 – 7 : rajouter : *"... et l'élargissement des accotements ... , en privilégiant pour leur gestion le fauchage..."*

II - 1 – 7 : remarque : les FDC devraient plutôt être intégré à l'observatoire cynégétique et donner leur avis dans ce cadre spécialisé

II - 2 – remarque : l'observatoire devrait avoir aussi comme vocation de donner des avis au CA sur les mesures et la réglementation de gestion, en plus des études, ....

II – 6 : remarque : la suppression *progressive* est trop floue ; un calendrier est à fixer ;

IV – 1 : question : quelles espèces dérangées par chasse sur leur site de reproduction (au printemps) ?

V – 1 : remarque : les zones de tranquillités ne figurent pas sur la carte des vocations (aussi quelles surfaces) ;

MAR 31 :

2 : remarque : rédaction pas stabilisée pour des cultures présentes et autorisées ;

5 : question : quels élevages porcins ou avicoles en ZC ?

7 : remarque : pratiques culturales en ZC sans contraintes

MAR 33 :

2 : remarque : création d'activités nouvelles hydroélectriques possibles

MAR 34 :

1 : rajouter : le CA élaborera sous 3 ans un plan de circulation en application du L 362-1 du CE

MAR 36 :

22 : remarque : préciser si le camping ou le stationnement est collectif ou individuel

MAR 37 (et pas 77)

MAR 39

3 – 3 : remarque : prévoir une mesure opérationnelle pour la cartographie des secteurs à forte sensibilité ;

6 & 7 : rajouter : les coupes *sont interdites dans les secteurs à cibles patrimoniales, hors gestion conservatoire sur autorisation du directeur* ;

9 : rajouter : la périodicité des coupes *de gestion et d'exploitation est de 12 ans pour la futaie irrégulière, 20 ans pour la futaie régulière et 25 ans pour le TSF* ;